

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire

6F

N°58

pour le socialisme

QUINZAINE DU 4 AU 17 FEVRIER 1982



Temps de travail :

**les patrons
doivent
se mettre
à l'heure**

SOMMAIRE

3

39 HEURES : UN DÉBUT DIFFICILE.

Sitôt parue l'ordonnance réduisant la semaine de travail à 39 h et accordant la 5^e semaine de congés payés, le patronat a tout tenté pour restreindre l'application de cette ordonnance déjà bien vague. Dans de nombreuses entreprises, les manœuvres patronales se sont aussitôt heurtées à la riposte ouvrière.

4-5

MARNE : AUTOPSIE D'UNE DÉFAITE.

Une enquête de Nicolas Duvallois sur les raisons de l'échec des législatives partielles. Un cas particulier : Châlons-sur-Marne.

6-7

CONTRIBUTIONS POUR LE 4^e CONGRÈS DU PCR.

8

GAZ SOVIÉTIQUE : UN CONTRAT DANGEREUX.

L'inconséquence du gouvernement français face aux menées soviétiques en Europe.

9-10

COLLOQUE SUR LA RECHERCHE: POUR QUEL PROJET?

Après le colloque sur la recherche, trois scientifiques répondent à nos questions sur les finalités de la recherche aujourd'hui.

11-12

POLOGNE.

Une interview de Seweryn Blumsztajn, un des responsables de *Solidarité* en France.

Directeur de publication : R. Rodriguez
 Commission paritaire : n° 62 712
 Imprimerie IPCC (Paris)
 Pour toute correspondance
 écrire à :
 Pour Le Socialisme
 c/o Front Rouge
 BP 68 75019 Paris
 Compte bancaire : BNP 271 - 659 - 66

RECTIFICATIF

Dans le précédent numéro de *Pour le socialisme*, plusieurs coquilles se sont malencontreusement glissées dans l'article portant sur le congrès de l'Union régionale Rhône-Alpes de la CFDT.

Dans le chapô de l'article, il fallait lire : « C'est une région qui cherche à pratiquer (et non fabriquer) un syndicalisme de masse ».

Dans la 1^{re} colonne, 3^e §, il fallait lire : « volonté de faire de l'UR une force de réflexion et de proposition constructive dans la confédération (et non dans la coopération) ».

Dans la 2^e colonne, 4^e §, il fallait lire : « Tout cela... permet aujourd'hui une réflexion commune plus sereine » (au lieu de plus sérieuse).

Enfin, p. 10, 1^{re} colonne, 5^e §, il s'agissait d'une citation du délégué du Syndicat Travail-Emploi de la Loire (et non de la zone).

Nous prions nos lecteurs de nous excuser de ces fâcheuses erreurs de transcription.

COMMUNIQUÉ

Radio Gavroche

reportage
 informer, Salvador
 débattre Higelin
 Rimbaud Pologne
 dénoncer Beethoven moto
 l'Irlande.



Aujourd'hui encore, nous avons besoin de radios — vraiment — libres !

Alors rêvons un peu...

Qu'on puisse hurler notre rage sans gueuler des slogans...

Qu'on puisse écouter Higelin sans cracher sur Coltrane ou sur Beethoven

Qu'on puisse écouter Rimbaud et parler des prochains impôts

Qu'on puisse parler moto sans taire les congrès syndicaux

Qu'on puisse informer, débattre, dénoncer sans vous lire un tract...

Remarquez, on vous avait prévenus, ce n'est qu'un rêve...

Enfin, on essaiera de faire en sorte que cette radio ne soit pas un cauchemar !

Alors, pour ne pas se contenter de regarder passer les roses...

Nous voulons une radio la plus diverse, la plus vivante possible... Alors, si vous êtes intéressé par le projet, n'hésitez pas à nous contacter et à venir travailler avec nous !

**DU SAMEDI 8 h
 AU DIMANCHE 24 h
 SUR 104,8 Mhz**

Pour soutenir financièrement la radio, nous avons édité des cartes d'auditeurs annuelles que nous proposons au prix minimum de 100 F. Cette carte donnera par ailleurs droit à un certain nombre de réductions (abonnements à des revues, certains spectacles...)

Par ailleurs, nous proposons pour le soutien une formule simple par retrait automatique mensuel à partir de 20 F.

**Radio-Gavroche
 chez P.F.A.
 7, rue des Fêtes,
 75 019-Paris
 Tél. 797-42-87**

**JE M'ABONNE A
 POUR LE
 SOCIALISME**

B.P. 68, 75 922 Paris Cedex 19

NOM
 PRÉNOM
 ADRESSE

TARIFS :
 20 n°s : 110 F
 10 n°s : 60 F
 Abonnement de soutien : F

Les 39 heures : un début difficile



Les 39 heures sont dans de nombreux cas l'occasion pour le patronat de supprimer des avantages acquis. D'où les grèves actuelles comme aux Galeries Lafayette à Paris.

LABORIEUSEMENT signé le 17 juillet 1981 (à l'exception de la CGT), le protocole d'accord sur la réduction du temps de travail a accouché, avec peine et retard, d'une vingtaine d'accords par branches professionnelles que la procédure des ordonnances vient, en bout de course, d'étendre à tous les salariés... si aucune convention collective n'est établie en juin, date limite fixée par le gouvernement.

Faibles sont les différences entre le protocole, les conventions déjà établies et l'ordonnance élaborée par le gouvernement, et qui devra être ratifiée, dans les six mois, par le Parlement (mais devient de toute fa-

çon immédiatement exécutoire). L'esprit en reste le même : la réduction du temps de travail (39 h, 5^e semaine de congés payés, non-récupération des jours fériés) ne doit pas compromettre la compétitivité des entreprises et doit donc s'accompagner d'une grande malléabilité de l'usage de la force de travail : travail de nuit des femmes, contingent libre d'heures supplémentaires, aménagement de l'organisation du travail, etc., quand ce n'est pas, en plus, compensation salariale... Les patrons gagnent alors sur les deux tableaux : d'une part, ils n'accordent de réduction que si, en contrepartie, l'organisation du travail est modifiée à leur profit, et d'autre part, non contents de

cette réorganisation, ils exigent une compensation salariale, au moins partielle.

Chômage : aucun impact sensible

Les modalités d'application de cette réduction du temps de travail sont donc loin d'être anodines et le risque est grand de voir cette « première grande réforme sociale » (n'ayons pas peur des mots) selon l'expression du *Matin* du 1^{er} février, se traduire par une détérioration des conditions de travail... Alors que peut-on en attendre ? En tout premier lieu — qui, d'ailleurs, en aurait douté ? — cette faible réduction ne créera que très peu d'emplois... La création des 50 000 à 100 000 emplois annoncés par Pierre Mauroy et Jean Auroux est loin d'être acquise (1). Ainsi, un « bon » accord, signé par l'ensemble des syndicats (y compris la CGT) à BSN-Emballage, qui accorde à 2 500 travailleurs postés la 5^e équipe, soit 33 h 36 mn de travail par semaine ne créera aucun emploi nouveau. Il y a fort à parier que les emplois créés par la réduction du temps de travail le seront dans l'administration et les entreprises publiques. Un des plus importants « contrats de solidarité », qui exonère partiellement ou totalement les patrons du paiement des cotisations patronales de Sécurité sociale, en contrepartie d'une forte baisse de la durée du travail — plus de 2 heures — n'a-t-il pas été signé par Renault pour l'embauche de 3 500 personnes ? Et ceci, plus par volonté politique que par l'effet mécanique de cette réduction...

D'ailleurs, l'existence de contrats de solidarité n'est-elle pas un aveu de l'incapacité de la seule réduction du temps de travail à créer des emplois ? A moins que les travailleurs, à l'image des hospitaliers de Créteil (Henri Mondor), Clamart (Beclère) ou de Rouen, ne se mobilisent pour obtenir l'embauche de chômeurs... Car c'est aussi une des revendications des travailleurs que de demander l'ouverture de l'embauche, notamment en demandant la signature de contrats de solidarité. C'est le cas à l'entreprise Boyer de Talence, aux Chantiers Navals de la Pallice, à la SMI (filiale de Renault à Iriguy dans le Rhône), à Caterpillar, etc.

Dangers bien réels

L'impact sera donc limité sur le chômage et rares sont ceux qui croient le contraire. Mais l'effet bénéfique pour les travailleurs non chômeurs risque, aussi, d'être très faible. Nombre de conflits apparaissent actuellement, qui portent sur les modalités d'application de la réduction du temps de travail. En effet, le sentiment commun qui domine est que si une heure par semaine en moins « c'est toujours bon à prendre », ce n'est pas là une

étape historique dans l'abaissement de la durée du travail. Et parallèlement, une certaine vigilance s'exerce car il n'est pas question, pour les travailleurs, de laisser les patrons transformer les négociations et le protocole d'accord en machine de guerre contre les avantages acquis, tout cela pour une heure hebdomadaire en moins. La mobilisation des travailleurs est loin d'être négligeable. Ainsi, à la Lainière de Roubaix, la journée d'action organisée en décembre 1981 par la CGT a connu un succès assez important, ce qui est un phénomène nouveau par rapport à ces dernières années, car les risques étaient grands que la semaine de 39 h ne se traduise par la remise en cause des repos hebdomadaires du samedi et du dimanche, que la 5^e semaine intègre les congés d'ancienneté, etc... De son côté, une récente consultation organisée par la CFDT dans l'usine montre que les travailleurs préfèrent un jour de congé supplémentaire toutes les huit semaines à une réduction d'une heure étalée sur la semaine ou concentrée sur le vendredi (ce qui remet en cause la semaine de 39 h).

De même, il faut remonter aux mobilisations de 1979 contre le travail du dimanche pour trouver une situation identique à celle d'aujourd'hui dans les grandes surfaces (Galeries Lafayette, Nouvelles Galeries, Printemps, etc.). Le projet de convention élaboré par les patrons y prévoit l'alternance de semaines de 48 h (6 jours) et de 32 h (4 jours) suivies d'une 8^e semaine de 16 h (2 jours), soit 38 h par semaine en moyenne. Mais le prix en est cher : aggravation des conditions de travail, un samedi sur deux travaillé, calcul des heures supplémentaires modifié, compensation basée sur le seul salaire de base et non réévaluée, etc. Aussi, dès vendredi 29 janvier, un débrayage avait lieu aux Galeries Lafayette, poursuivi et durci le mardi 2 février, pendant que le Printemps, une trentaine de magasins du groupe des Nouvelles Galeries, quelques Prisunic entraient également en action début février.

Rien d'étonnant alors à la multiplication des grèves contre l'application d'une ordonnance qui n'impose, comme seule contrainte, que l'interdiction de la compensation salariale pour les smicards. Ainsi, à Kodak (Vincennes), la grève a éclaté en raison de l'intégration dans le calcul de la 5^e semaine, des congés d'ancienneté ; c'est aussi le cas à la société Soguintel (filiale de CIT-Alcatel à Guingamp), où la baisse de la durée du travail s'accompagne d'une perte de salaire, ou encore chez Spirax-Surco (Châtelleraut), où se poursuit une grève avec occupation...

Même dans la fonction publique

Et c'est jusque dans la Fonction publique que des problèmes

se posent. Ainsi, si le décret d'Anicet Le Pors stipule que les 39 h sont applicables dès le 1^{er} janvier 1982, il n'en précise pas moins que des délais sont possibles « lorsque la réduction de la durée du travail implique un aménagement préalable de l'organisation des services ». De plus, toute réduction en deçà de 39 h devra s'accompagner d'« une amélioration du service rendu au public » et donc des horaires d'ouverture (2). Ainsi, la réalisation des 39 h ne va-t-elle pas sans heurt dans la Fonction publique... Rien n'est encore fait dans les hôpitaux (3), dans les PTT (où les syndicats estiment insuffisantes les 18 000 créations d'emplois prévues en 1981-1982 en compensation de la réduction de la durée du travail). Ailleurs, comme aux Douanes, le passage aux 39 h se traduit par un allongement de la durée réelle du travail, puisque dans les 41 h effectuées jusqu'à présent, étaient intégrés les temps de transport, de vestiaire, de relève... qui ne le sont plus dorénavant... Dès lors, les grèves, débrayages et autres grèves du zèle se multiplient chez les douaniers (Orly, frontière franco-espagnole...). Ailleurs encore, à la Caisse des Dépôts, l'aménagement de la durée du travail ne fait qu'officialiser une situation de fait... et la menace de la mise en place de pointures... Il est donc difficile de dire que l'Etat montre l'exemple, puisque, au retard dans l'application de l'ordonnance, s'ajoute souvent la remise en cause d'acquis...

On peut, dès lors, s'interroger sur le progrès social que représente cette réduction du temps de travail. En tout cas, elle prend souvent la forme d'un « marché de dupes » dont les travailleurs ne sont pas prêts à faire les frais. Le jeu n'en valait pas la chandelle, alors que l'attitude du gouvernement (publiant une ordonnance très vague sous prétexte de laisser les « partenaires sociaux » se déterminer eux-mêmes doit inciter les travailleurs à accroître leur pression sur les patrons qui ont une conception toute particulière du changement social...

Louis FOURNEL

Notes.

1) A noter que Jean Auroux a par la suite plus que nuancé son propos, en parlant de création ou de maintien de 50 000 à 100 000 emplois.

2) Certes, le problème de l'accès des travailleurs aux différents services publics existe, mais sa solution ne réside-t-elle pas davantage dans l'allègement des contraintes administratives et la « décentralisation » de ces services publics sur les lieux mêmes de travail et de vie que dans l'extension des horaires d'ouverture ?

3) Les circulaires de Jack Rallte ne sont pas encore parues, au moment où nous mettons sous presse.

CHÂLONS SUR MARNE a vibré au soir du 10 mai, quand fut connue la victoire de Mitterrand. Châlons s'est mobilisée lors des législatives de juin dernier, offrant à Mauroy venu en visite un des plus gros rassemblements que la ville ait connus. Châlons a fêté, le 21 juin, la victoire de la candidate socialiste. Mais Châlons s'est tue le 18 janvier, au lendemain d'une de ces quatre élections partielles fatales à la gauche. Pas de commentaires dans les salles de profs ou les locaux syndicaux. Le silence est comme retombé sur cette préfecture de la Marne qui vit à l'ombre de sa sous-préfecture voisine, Reims, quatre fois plus peuplée. Le silence, et l'amertume.

Pendant sept mois, Annette Chepy-Léger n'aura été qu'une des 286 députés du parti socialiste. Mais ici, depuis juin, pour les forces vives du pays que sont les syndicalistes, les militants du mouvement associatif ou les militants politiques de gauche, le député, c'était « Annette », une jeune employée engagée dans la CFDT avant de faire carrière au PS, et qui dans les années 70 avait été de tous les combats locaux. Le goût de la défaite n'en est que plus amer. D'autant plus que se dessinent maintenant des perspectives électorales, pour les cantonales et les municipales, qui ne sont pas forcément roses. D'autant plus que ce sont des voix de gauche qui ont manqué à Annette. Tout cela mérite explication.

Un sur quatre

L'agglomération urbaine contre la campagne. En termes électoraux, ce combat est vieux comme le suffrage universel dans cette troisième circonscription de la Marne. La vieille cité administrative et sa banlieue donnent régulièrement la majorité à la gauche, mais on « corrigeait » dans les vastes plaines des confins de l'Argonne, suffisamment pour assurer perpétuellement le triomphe des candidats de droite, vétérinaires ou marchands de machines agricoles. En 1978, près de 7 000 voix d'écart au deuxième tour. Le vent tourne pourtant, ici comme partout. Moins de 900 voix séparent Mitterrand de Giscard le 10 mai, et, en juin, c'est la divine surprise : 256 voix d'avance pour la gauche. En votant largement pour la candidate socialiste, la ville a gagné. La forte abstention dans les campagnes explique bien sûr pour partie cette défaite de la droite. Le candidat RPR Bourg-Broc, un jeune arriviste aux dents longues, qui, chassé des cabinets ministériels en mai, n'aura qu'un petit trimestre comme « simple » prof d'histoire-géo au lycée de Châlons, l'a bien compris : il s'est évertué à remobiliser les campagnes, visitant chaque village, chaque hameau, en s'aidant du tissu de notables mis en place pendant des décennies. Son opération n'aura pourtant pas été un succès : par rapport au premier tour du mois de juin, le nombre des votes à

droite n'augmente que dans le canton d'Heiltz-le-Maurupt, où il passe de 1 213 à 1 248. Partout ailleurs, le candidat unique de l'opposition perd entre 2 % et 7 % de son total du 14 juin (- 3,18 % sur l'ensemble de la circonscription). Hélas, la gauche

un peu spécifique, - 3,8 % dans le canton de Vitry-le-François. A l'inverse, partout où la gauche est traditionnellement bien implantée, les pertes sont très sévères : - 32,8 % dans le canton de Châlons, un électeur sur trois ! A Châlons même, le

Plus profond

Quand se lève le voile du silence, les explications ne manquent pas. On évoque ainsi tous les collègues de travail « qui at-

Dans la Marne, la candidate socialiste élue en juin a perdu plus de 7 000 voix lors des partielles de janvier. Que s'est-il réellement passé ?

Une enquête de Nicolas DUVALLOIS



Autopsie d'une défaite

perd plus, beaucoup plus : très exactement 25,51 % par rapport au 14 juin. Une voix de gauche sur quatre s'est perdue...

De manière très significative, c'est dans les campagnes que la candidate socialiste résiste le mieux, où plutôt le moins mal : - 11 % dans le canton de Givry-en-Argonne, - 12,3 % dans celui de Saint-Rémy-Saint-Géront, et même, mais le cas est

recul est de 33,4 %. A Saint-Memmie, commune de la banlieue châlonnaise à forte implantation socialiste et « fief » d'Annette Chepy : - 34 % ! De toute évidence, c'est l'électorat traditionnellement de gauche qui ne s'est pas mobilisé, provoquant ainsi sinon la défaite socialiste - l'écart était vraiment mince en juin - du moins l'ampleur de celle-ci (plus de 5 000 voix d'écart).

tendaient le deuxième tour », en vertu de cet étrange calcul individuel qui veut que « puisque le score avait été serré au deuxième tour en juin, il ne pouvait pas en être autrement cette fois-ci ». On parle aussi de la non-participation, extrêmement massive, des jeunes. A quoi ceux-ci répondent : « Pas un appel n'a été fait en notre direction, pas un tract n'a été distribué à la porte des bahuts ». On parle

encore de l'attitude des communistes de la ville. Certes, ceux-ci ne présentant pas de candidat, ont appelé à voter directement pour Annette Chepy-Léger. Poliment, à l'instar de la déclaration du maire PCF de Châlons, Jean Reyssier. Sans enthousiasme débordant, comme l'a montré ce meeting unitaire tenu devant une vraiment petite assistance. Mais à vrai dire, ils ne paraissent pas les plus déçus par la défaite de la candidate socialiste. D'autant plus qu'il va bientôt falloir parler des municipales (voir ci-contre). Alors le bruit court que les militants du PCF auraient fait savoir à leurs proches que « ça ne valait pas le coup de se déplacer dimanche ». Ils ont été certainement écoutés, sans cependant qu'on puisse imputer au PCF la responsabilité de l'échec, ni son ampleur : dans les bureaux de vote à très nette dominante PCF, comme celui de Pierre-Curie, où Marchais faisait 37 % aux présidentielles et le candidat PCF 61 % en 1978, le pourcentage des pertes à gauche n'est pas supérieur à la moyenne châlonnaise.

Attente d'un hypothétique deuxième tour, désintérêt des jeunes, faible mobilisation d'un électorat privé de son candidat traditionnel, on ne se satisfait guère à Châlons de ces explications somme toute communes aux élections partielles quelles qu'elles soient. Au-delà des classiques phénomènes électoraux, tout donne à penser qu'on a eu affaire dans la 3^e circonscription de la Marne à un problème proprement politique, qui tient tout à la fois à la réalité du changement perçu depuis le 10 mai, à la nature du parti socialiste et au rapport qu'entretient la mouvance militante châlonnaise avec celui-ci.

Le changement ? Où ça ?

Le changement ! Mot magique ici comme ailleurs sur toutes les lèvres, expression unique pour désigner des espoirs multiples. Le changement ? « Pratiquement rien », dit-on du côté du PC châlonnais, où l'on souligne bien volontiers que l'accession à l'Hôtel de Ville d'un maire communiste, en 1977, a été quelque chose de « bien plus concret ». Pour une ancienne sympathisante communiste, au contraire, « les gens sont trop pressés. Il faut laisser au gouvernement le temps de travailler ». Mais elle estime que « ce n'était peut-être pas la peine de commencer par les nationalisations, alors qu'il y a tant à faire ». Au PS, on ressort l'image du « gros navire » qui est « bien lent à manœuvrer ». Parmi les syndicalistes de la CFDT, on fait la part des choses. On n'y parle pas de changements concrets pour les travailleurs, il y en a eu vraiment très peu, mais on constate qu'après une période de calme plat, un mouvement de remobilisation syndicale s'opère depuis la fin 1981 : « On fait des adhésions, des sections en sommeil se reconstituent et des mouvements revendicatifs repartent ». Du côté des écologistes enfin,

les changements sont réels, mais dans les deux sens : positifs pour ce qui est des libertés, mais négatifs bien sûr en ce qui concerne la mise en œuvre du programme nucléaire et l'abandon des promesses socialistes.

La coupure est sensible entre ce qui s'est fait, ou est en train de se faire, au niveau national, et ce qui peut être constaté ou vécu à Châlons même. Très symboliquement, Annette Chepy n'a pratiquement plus été sur le terrain depuis le mois de juin, absorbée qu'elle était par les marathons parlementaires et les activités centrales du parti socialiste. « *Tout se passe là-haut* », commente une militante.

Et quand le « bas » est sollicité, à l'occasion d'une élection, on sort la grosse artillerie. A une campagne d'explication et de mobilisation à la base, dans les quartiers, sur les lieux de travail, dans les villages, les états-majors de gauche, et singulièrement



Annette Chepy-Léger avec Mauroy en campagne.

celui du PS, ont préféré le déploiement de forces. Le ballet des hélicoptères officiels et des voitures à cocarde n'a pas manqué ! Mauroy, flanqué de Ralite (qui connaît bien la région, puisque circulent à Châlons les ambulances du père du ministre de la Santé) ont tenu meeting à Vitry-le-François. Chevènement

est allé porter la bonne parole à Sainte-Menehould. Yvette Roudy et Edwige Avice se sont adressées aux femmes châlonnaises, suivies peu après de Jospin, dont le meeting n'a réuni qu'une assistance modeste. Clou de l'opération-pouvoir, quarante députés socialistes devaient se retrouver à Châlons avant de partir se disséminer le soir dans les villages alentour. Las ! malgré les bons offices préfectoraux, un fort verglas a quasiment interdit tout déplacement, empêchant les villageois d'entendre la parole parlementaire. Et comme le lendemain l'Assemblée travaillait... Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce ballet de personnalités n'a pas mis Châlons et sa circonscription en émoi, pas plus d'ailleurs que les visites d'Huguette Bouchardeau et de Brice Lalonde, pas plus davantage dans l'autre camp que les réunions publiques de Messmer ou Bigard.

Il y a là comme une leçon politique. Les électeurs de gauche ne sont pas de ceux qu'on mobilise en alignant les personnalités, quand dans le même temps rien de tangible ne change réellement...

Un PS suspect

La mobilisation massive des vedettes parisiennes a cependant un mérite : celui de masquer la faiblesse, relative certes, du PS local. Pendant toute la campagne électorale, les murs de Châlons ont été couverts d'affiches du RPR. Certes, il y a une explication à cela : les militants socialistes, apprend-on, ont décidé depuis trois ans de ne plus pratiquer d'affichage sauvage ! Belle justification *a posteriori*, mais qui n'est guère convaincante. En fait, en juin 1981, comme en janvier 1982, une partie de la campagne militante d'Annette Chepy a dû être assurée par des militants « exté-

rieurs » à la circonscription. La disproportion entre les effectifs du PS et son audience électorale est ici importante. Ajoutons à cela un entrain militant fort limi-



Le candidat RPR Bruno Bourg-Broc.

té, et surtout de sérieuses dissensions internes.

Les courants du PS, mesures commodes pour les congrès ou les enjeux nationaux, n'ont guère à voir avec ces dissensions. Annette Chepy-Léger, par exemple, se déclare proche du CERES, ce qui n'occulte en rien son origine cédétiste, ni sa vigoureuse opposition à l'implantation d'une centrale nucléaire dans la région, quand il en fut question. A l'inverse, on trouvera à Châlons quelques rocardiens qui fleurent bon la vieille SFIO...

Reste que la candidature d'Annette Chepy, une femme, jeune, d'origine modeste, n'ayant pas fait d'études universitaires, a été imposée de Paris alors que les socialistes locaux auraient préféré mettre en avant une personnalité plus « respectable », un avocat par exemple, comme le premier adjoint de la municipalité. Reste qu'Annette Chepy, de par son « profil » militant et les liens qu'elle a gardés avec le mouvement social actif, apparaît suspecte aux yeux de ceux des socialistes qui voient dans le pouvoir un moyen d'accès à la notabilité. Bref, il y a à Châlons un PS actif, plutôt jeune, présent sur le terrain et proche de la vie associative, et un PS respectable, pour qui tout ce qui bouillonne est suspect. On dit à Châlons que certains de ces socialistes-là ont tout juste daigné se déplacer aux urnes et que, ma foi, ils ne voient rien de dramatique à la défaite du 17 janvier.

Depuis le printemps dernier, une redistribution des rôles est d'ailleurs en cours dans le PS. Il s'agit entre autres choses de faire en sorte que se dégage un leader susceptible de mieux assurer la

présence socialiste pour les municipales.

Tout cela, bien sûr, n'est pas exempt de problèmes d'individus. Dans son fond, le débat est pourtant très politique, puisqu'il touche finalement aux liens que le PS, parti désormais gouvernemental, entretient avec le mouvement social. Là gît sans doute une des raisons essentielles de la récente défaite.

Sept mois plus tard...

Disposant d'un appareil de parti relativement faible, Annette Chepy a par contre bénéficié du soutien actif de nombre de militants du mouvement social. La CFDT, par exemple, si elle a évidemment pris soin de ne pas apparaître comme liée au PS, n'en a pas moins fait connaître sa préférence. Nombre de ses militants se sont engagés dans leurs entreprises, certains ont même collé des affiches. Un comité de soutien très étoffé a vu le jour, et s'est même développé au point que plusieurs listes de signataires sont parues dans *l'Union*, le journal local. Il s'agissait bien de faire gagner Annette, cette militante si proche d'eux. Mêmes réactions à la CSCV, où les liens acquis avec la frange « militante » du PS ont joué à plein. Les écologistes des *Amis de la Terre*, quant à eux, n'ont pas présenté de candidat en juin. Non pas qu'ils fussent en accord complet avec le PS, loin de là, mais ils n'estimaient pas, à l'époque, nécessaire de présenter une candidature con-

de Mitterrand à Châlons », mais aussi comme « une sorte de déléguée de la gauche non communiste châlonnaise », pour reprendre l'expression d'un syndicaliste.

Sept mois plus tard, le décor a bien changé. Il y a bien eu un comité de soutien, mais étriqué, discret, sans grand reflet du mouvement social. Les syndicalistes les plus actifs se sont bien rendus aux différents meetings, mais « pour voir » plus que pour autre chose. D'ailleurs, comment faire valoir une quelconque spécificité dans des réunions pompeuses, où trônent les personnalités nationales ? D'acteurs, ils sont devenus spectateurs, bienveillants certes, mais spectateurs quand même. Sollicités par leur direction, les *Amis de la Terre* ont présenté un candidat, qui a recueilli plus de 1 700 voix. Les écologistes de Châlons ne se considèrent d'ailleurs pas comme « dans l'opposition », mais leur volonté de « marquer le coup » face à un gouvernement qui ne tient pas ses promesses l'a cette fois-ci emporté sur leur sympathie pour la candidate socialiste.

Ainsi se dessine, dans la partie urbaine de cette troisième circonscription de la Marne, une relation du mouvement populaire au nouveau pouvoir. On regrette la défaite, certes, et on ne la souhaitait à l'évidence pas. Mais on n'a pas jugé utile cependant de se mobiliser derrière la candidate socialiste, comme en juin.

Certains militants ont voté PSU, d'autres écologiste, d'autres



Annette Chepy-Léger.

currente. Quant au PSU, sa présence au premier tour s'accompagnait d'une très nette volonté d'assurer la victoire de la gauche le dimanche suivant. Bref, tout le monde s'est retrouvé derrière Annette Chepy, ce qui a permis d'abord de la placer devant le candidat PCF — ce qui n'était pas le cas en 1978 — et ensuite de l'envoyer à l'Assemblée nationale. La dynamique présidentielle a ici joué son rôle, bien sûr, mais dans une petite ville de province où beaucoup se connaissent, au-delà des clivages partisans, Annette Chepy pouvait apparaître non pas seulement comme « la représentante

socialiste, d'autres se sont absentés, mais personne ne regrette finalement son choix. Et surtout, personne n'accepte de supporter la responsabilité de ce qui s'est passé. « *C'est avant tout la défaite du gouvernement, et une bonne leçon pour lui. A lui d'en tirer les conséquences* ».

Déjà les municipales

La spectaculaire défaite de la gauche à Châlons relance le débat sur les élections municipales. Dans la ville de Châlons, le PCF est traditionnellement majoritaire, et c'est logiquement que Jean Reyssier conduisit la gauche à la victoire en mars 1977. Depuis, les choses ont cependant évolué. Lors des présidentielles, Mitterrand devançait Marchais de près de 2 000 voix. Par contre, en juin, le candidat communiste, Reyssier justement, arrivait avec 1 000 voix d'avance sur Annette Chepy. Les socialistes n'en entretenaient pas moins quelques ambitions, puisqu'aussi bien il eût été compréhensible que le député socialiste conduisît la liste de gauche en 1983.

D'autant plus que Jean Reyssier, vieux militant cheminot d'origine, habile à gérer sa ville tout en évitant de prendre publiquement position sur les grandes questions politiques qui touchent le PCF, avait fait savoir autour de lui qu'il ne tenait pas forcément à se représenter. L'affrontement pouvait être sévère entre les socialistes et d'autres prétendants communistes, considérés comme plus « durs », en tout cas complètement fidèles à la ligne Marchais. La défaite modifie à nouveau les données du problème. On s'interroge au PS sur l'opportunité de revendiquer la tête de liste, d'autant plus qu'il semble qu'Annette Chepy ait choisi de s'investir plus dans le parti nationale que dans la vie locale. D'un autre côté, on souligne que face à la détermination dont fait preuve la droite en ce moment, une liste de gauche conduite par un ferme partisan de Marchais n'aurait pas toutes ses chances. Aux dernières nouvelles, le bruit court dans les milieux cégétistes que Reyssier, finalement, accepterait de remettre ça...

A propos du mouvement social des années 70

C'est à partir des années 70 que le PCR a fondé sa tactique, ses initiatives et ses mots d'ordre sur le développement important d'un mouvement social directement issu de Mai 68.

Ce sont les grèves d'O.S. contre les cadences, pour les augmentations de salaires : « A travail égal, salaire égal ». Le Joint Français, LIP, Saviem, Moulinex, Chausson, les Câbles de Lyon, Bourgogne Electronique... autant de luttes où sont apparues, au-delà des revendications immédiates, des aspirations révolutionnaires se manifestant par :

— La remise en cause de la légalité bourgeoise (occupations d'usines, affrontements avec la police, traduction de syndicalistes devant les tribunaux du fait de l'intransigeance des patrons...)

— La mise en avant du mot d'ordre « Une seule solution, la révolution ».

— Une radicalisation des luttes pour l'emploi qui dépassent souvent le cadre de l'entreprise et posent directement des questions sur la nature de la société.

— Une opposition de plus en plus ouverte avec le PCF et le PS d'une part, et les directions syndicales d'autre part, sur les formes de lutte et les revendications (mise en place de comités de grève, refus de tout licenciement même avec reclassement).

— La remise en cause de la hiérarchie et de l'organisation capitaliste du travail.

Toutes ces luttes ont dépassé l'idée d'une simple amélioration du système capitaliste. Est apparue alors la recherche d'un

autre rapport au travail, d'un autre type de pouvoir.

C'est de ce point de vue que nous avons parlé à juste titre d'aspirations révolutionnaires, d'aspirations au socialisme.

Jusqu'à juillet 1975 prévalait l'idée-force que la transformation de la société ne peut se faire que par la lutte.

Pourtant la signature du programme commun PC-PS-MRG intervenue en 1972 tente d'accréditer l'idée qu'une victoire électorale de l'union de la gauche est possible. Parallèlement, les travailleurs ont à faire face à l'intransigeance patronale qui s'oppose violemment aux luttes.

1973-1974 : c'est le début de la crise. 1975 : les luttes sont de plus en plus axées sur la défense de l'emploi, avec la mise en place de coordinations (autour de LIP, pour la défense des licenciés Durafour, puis Beullac...).

Malgré la forte combativité lors des manifestations du 7 octobre 1976 contre le plan Barre, c'est le point de vue que la gauche peut passer aux élections législatives de 1978 et que c'est le seul moyen pour faire déboucher positivement les luttes, c'est ce point de vue-là qui l'emporte. Pourquoi ?

Toute cette période passée interpelle le PCR à plusieurs titres :

— Le nombre de luttes intervenues, et les aspirations profondes dont elles ont été porteuses sont indéniables. Mais, à l'époque, nous avons surestimé l'extension que pouvait prendre ce mouvement social et la rupture qu'il pouvait provoquer dans la société.

— Nous avons confondu la frange de ce mouvement (militants syndicalistes, travailleurs d'usine à la pointe des luttes aspirant à un changement radical de société) avec l'ensemble du mouvement lui-même.

— Les limites du PCR qui, de par sa petite taille, ne peut pas peser sur le cours de la lutte de classe. Pour beaucoup de travailleurs, notre parti, de par son absence de représentation dans les institutions, les défauts activistes, gauchistes qu'il laisse apparaître, le rendent insuffisamment crédible, d'où l'hésitation à le rejoindre.

Malgré l'effort théorique qui est fourni par le PCR, tant du point de vue de notre compréhension de la situation comme par exemple l'analyse du projet de capitalisme d'Etat du PCF et donc de la réflexion à avoir sur le socialisme, les éléments les plus avancés du mouvement populaire rencontrant des difficultés de plus en plus grandes à développer les luttes, ces éléments deviennent donc plus sensibles aux pressions des directions syndicales et des partis du programme commun PCF-PS.

Les révolutionnaires étant dans l'impossibilité de contribuer au développement des luttes, le mot d'ordre « N'attendons pas 78, frappons plus fort qu'en 68 » est resté un mot d'ordre sans lendemain.

Le mouvement social s'est donc trouvé « désamorcé ». L'union de la gauche, non sans critique, devient alors la seule perspective crédible pouvant aboutir rapidement.

Guy (P.U.K. Levallois)

Lutte entre les deux voies dans le Parti ?

Les intertitres sont de la rédaction

Dans les projets de statuts, il est fait référence à la nécessité pour les militants de participer activement à la lutte entre les deux voies dans le Parti. Ni dans cet article 10, ni dans aucun autre, il n'est indiqué de quelles deux voies il s'agit. Or, si c'est un devoir des membres du Parti, il conviendrait d'être clair.

Ce qui rend difficile cette clarté en premier lieu, c'est l'écart existant entre cette notion chez Mao Tsé-toung et l'usage que nous en avons fait jusqu'à présent pour notre propre compte. C'est ensuite que pratiquement, il ne permet pas aujourd'hui de s'orienter dans la lutte d'idées telle qu'elle se mène effectivement dans le Parti.

Chez Mao Tsé-toung

Sur le premier point, d'abord : les notions de lutte entre deux voies, deux lignes, deux classes et leur articulation, ne sont précisées, en tant que notions de principe, valables pour toutes les luttes idéologiques et politiques dans le Parti, dans aucun texte connu, identifié ou non, de Mao Tsé-toung. Par contre, elles apparaissent et sont un peu plus explicitées dans une situation précise où le pouvoir est en jeu, pour traduire les liens entre des orientations politiques, la pratique du marxisme ou du révisionnisme, et les intérêts de classes opposés auxquels renvoient ces orientations et cette pratique.

Les voies et les lignes sont ainsi indifféremment qualifiées de socialistes, marxistes-léninistes, prolétariennes ou, à l'opposé, de capitalistes, révisionnistes, bourgeoises. Elles renvoient de plus indistinctement aux contradictions qui traversent le Parti, comme la société tout entière, et cela pour une raison bien connue : c'est que dans le système chinois de parti unique, les contradictions sociales liées à l'exercice et à la distribution du pouvoir, tout comme à la bataille pour la réduction des écarts, se transcrivent à l'intérieur du parti communiste d'une manière assez directe en des systèmes de propositions solidaires, qui traduisent la réalité de la lutte entre des intérêts différents.

Elaborées pour l'essentiel dans une période où la bourgeoisie est désignée comme étant au sein du Parti, les notions de lutte entre les deux voies, les deux lignes, les deux classes, peuvent d'une part être très difficilement abstraites de ce contexte, d'autre part isolées les unes des autres. Il y aurait à ce propos, notons-le au passage, un inconvénient à garder la première sans conserver les deux autres, ce qui se passe si l'on considère qu'elles disparaissent du projet de statuts avec le programme général.

Pour notre propre compte

Or, si l'on s'en tient au fond, on peut observer qu'en reprenant ces notions et surtout la première, nous leur avons nécessairement donné pour notre propre compte une fonction différente, critique par rapport notamment à la conception révisionniste de l'édification du parti : celle de rendre compte de la place particulière qu'occupe une formation révolutionnaire minoritaire dans une société qu'elle se propose de transformer, et où de surcroît dominant l'idéologie et l'organisation révisionniste dans la classe ouvrière. Effectivement, soumise aux pressions des idées majoritaires, une organisation comme la nôtre ne peut faire progresser les siennes, à moins de se transformer en secte hermétique aux influences extérieures, que par une lutte consciente dans ses propres rangs contre ce qu'il y a de négatif dans ces idées majoritaires, c'est-à-dire le poids de la soumission à l'ordre social existant, les illusions gradualistes, etc. Cette lutte, en effet, se porte non seulement au plan de la ligne ou des orientations tactiques, mais se mène contre les fondements idéologiques qui permettent l'apparition des points de vue de capitulation et de conciliation avec les idées régressives dans les masses. Ainsi, en 1975, ce que nous prenons comme cible, au-delà des attitudes qui transigent avec la bourgeoisie et le PCF dans le

combat de classe, c'est une conception fautive de la relation Parti-masses qui permet ce type de comportement, et en fonction de cette relation, une conception fautive du centralisme démocratique. Ces conceptions sont assimilées à celle du parti révisionniste en tant précisément qu'il concentre les idées fautes. Hors l'importante question de savoir si les choses sont aussi simples que cela, le problème est que cette conception n'existe pas en tant que telle dans le Parti. Elle existe, si l'on veut, en tant que pratique erronée du centralisme démocratique et de la ligne de masse, considérée à l'époque comme élément résiduel, dans notre propre histoire, d'une démarcation insuffisante au plan de la conception de l'organisation, du révisionnisme. La lutte entre les deux voies prend ainsi la forme d'un Mouvement de Rectification, c'est-à-dire d'un vaste mouvement d'éducation ayant pour but de rendre conscient et d'extirper cet élément résiduel dans l'ensemble du Parti. Dans le cours de cette évolution, la cible devient plus vaste, mais de plus en plus abstraite, l'enjeu plus fondamental mais moins immédiatement désigné. L'unification du Parti est de ce fait rendue plus difficile et le terme de lutte entre les deux voies, une fois dénoncés et battus les comportements de capitulation, charge inutilement et sans l'expliquer les points de vue à modifier d'une assignation idéologique et de classe infamantes qu'ils n'ont pas directement. De ce cumul inopportun résultent les interprétations gauchistes du Mouvement de Rectification de 1975 qui ont largement traversé le Parti.

La conscience de ces risques a d'ailleurs fait qu'en ce qui concerne le mouvement de rectification ultérieur la notion de lutte entre les deux voies a plus servi comme arrière-fond que comme facteur premier d'incitation ou d'explication par rapport à l'existence de défauts gauchistes dans le style de travail du Parti.

En fonction donc de la pratique que nous avons pu avoir nous-mêmes de cette notion, il me semble qu'elle présente l'inconvénient majeur soit de ne pas pouvoir être utilisée dans toute son extension initiale, soit d'avoir une compréhension qu'elle n'avait pas forcément chez son initiateur. C'est d'ailleurs ce qui se passe pour beaucoup des concepts que nous héritons de la tradition, rendant ainsi fort incomplète la notion d'« application de la théorie à une situation concrète ». Vient, en tout état de cause, un moment où il faut transformer ces concepts eux-mêmes pour qu'ils ne constituent pas un obstacle à notre avancée.

Le débat politique dans notre parti

Si la notion de lutte entre les deux voies, quoique avec des effets pervers, a pu indiquer positivement la nécessité d'une lutte consciente entre des conceptions différentes comme moyen pour élever la cohésion d'ensemble de l'organisation, il reste qu'elle rend insuffisamment compte du concret du débat politique dans un parti

quant les comportements militants et les réflexes de pensée à gauche dans notre pays et se reflètent dans nos rangs. Et, sous prétexte qu'elles nous détournent de l'essentiel, ces formes ne peuvent être qualifiées de bourgeoises ou de révisionnistes.

Si l'on observe la façon dont se mène actuellement le débat d'idées dans le Parti, qu'observe-t-on ?

Le cadre en est connu : passage d'une grille d'analyse à

désagrégation est constitué par deux types de réflexes qui d'ailleurs traversent le courant marxiste français chaque fois qu'un tournant est à prendre :

— La première catégorie est basiste, ouvriériste, conservatrice et sectaire. Etrangère aux modifications de la situation politique et au bouleversement du champ idéologique, elle s'accroche à une démarcation avec le réformisme qui n'est plus opératoire compte tenu de ces changements. Les notions de culture, d'hégémonie, d'in-

raisonnement primaires où l'on retrouve à la fois les traits de l'extrême-gauche en France, et aussi les aspects négatifs de notre propre tradition ou passé. Les secondes dans un curieux mélange où se brassent les ambiguïtés de la CDFT, la critique de l'URSS par ses dissidents, *Solidarité*, les effets des tours de passe-passe de la social-démocratie française, l'activité des oppositionnels du PCF, etc. (pour ne pas parler des nouveaux mouvements), et qui décrit si bien le paradoxe du courant progressiste dont nous avons parlé à l'automne. Bref, on retrouve dans le Parti un type de positions inhibées (par exemple la hantise de l'organisation) qui traversent largement le mouvement populaire et sa composante la plus avancée. Ces inhibitions ne procèdent pas seulement de la guerre idéologique menée par l'adversaire, mais proviennent aussi d'un ensemble de défaites subies et de limites rencontrées par le mouvement lui-même. On objectera qu'une idée fautive est une idée fautive, que l'anti-totalitarisme est plutôt, au départ, une idée de droite et de guerre froide, et qu'il ne faut pas diluer le fond du débat derrière la prise en compte de ses formes.

J'en conviens facilement; il y a une nette différence entre communisme et progressisme. Mais il y a aussi une nette différence entre ce qui est régressif chez les progressistes et ce qui est réactionnaire dans la bourgeoisie et le révisionnisme.

Il serait donc paradoxal de conduire au nom de la lutte entre les deux voies, c'est-à-dire au nom d'un antagonisme de classe, dans nos propres rangs, une bataille d'idées qui doit être ferme, mais que nous envisageons plus pacifiquement à l'extérieur.



En fonction des quelques éléments que je viens de dire, et pour parvenir à une résolution plus tranquille et plus efficace des contradictions d'idées dans le Parti, je propose que dans la phase actuelle, nous ne fassions plus référence à la lutte entre les deux voies dans le Parti, mais plus simplement à la « lutte idéologique et politique ».

Qu'il me soit permis d'indiquer en conclusion qu'on ne pourra pas régler ce problème en effet, en juxtaposant comme le fait l'article 10, débat d'idées qui serait porteur d'innocentes controverses, et lutte entre les deux voies. La lutte entre vrai et faux, entre ancien et nouveau, comporte aussi, de toute évidence, dans certains cas, une dimension idéologique et politique.

J.F. V. Paris 19^e

Lutte entre les deux voies dans le Parti ?

comme le nôtre, et qu'elle présente par là-même plus d'inconvénients que d'avantages.

En fait, la délimitation initiale du Parti, la couverture maximum du terrain à gauche par une multitude d'organisations et de courants, le fait que le Parti ne soit pas l'enjeu central de la lutte des classes dans la période, tout cela fait que les influences non révolutionnaires qui s'y manifestent à coup sûr ne s'y retranscrivent pas mécaniquement. En tous les cas, à la phase actuelle, elles ne tendent pas à transformer l'organisation en son contraire exact, c'est-à-dire en organisation bourgeoise ou révisionniste, mais plutôt à l'aligner par le bas sur le niveau moyen du secteur populaire, à la priver d'agir en tant que force autonome de propositions tactiques ou stratégiques, bref à la neutraliser comme courant politique indépendant, ou à en faire une espèce d'appendice intermédiaire entre le gauchisme, le révisionnisme et la social-démocratie. Là encore, la notion de lutte entre les deux voies rend très imparfaitement compte des multiples formes d'influence possibles de la petite-bourgeoisie sur un parti révolutionnaire et bien plus largement de toutes les formes de doctrinarisme ou d'éclectisme qui mar-

quent les comportements militants et les réflexes de pensée à gauche dans notre pays et se reflètent dans nos rangs. Et, sous prétexte qu'elles nous détournent de l'essentiel, ces formes ne peuvent être qualifiées de bourgeoises ou de révisionnistes.

une autre, passage qui s'effectue progressivement et ne livre pas d'emblée un système constitué. Passage qui suppose et implique une reconversion en profondeur et à tous les niveaux des habitudes, des modes de raisonnement, et qui transforme des réflexes que l'organisation s'est elle-même façonnée dans d'autres conditions. Même si l'on voulait parler de lutte entre les deux voies pour cerner les formes variées de résistance aux Nouvelles Orientations, il faudrait d'abord bien clarifier ce qui relève d'une insuffisante unification, de la faible propagation des explications, du niveau politique encore faible dans le Parti, de la complexité des idées avancées et de leur état d'élaboration ou d'explication insuffisant, avant de bien repérer les franches oppositions, car de toute évidence tous ces éléments se mêlent aujourd'hui.

Malgré tout, pendant cette difficulté, la lutte d'idées continue et il existe effectivement un certain nombre de résistances. Au plan politique, la fascination exercée dans le Parti, parfois, par le PS, a bien reculé depuis septembre. Là n'est pas en réalité le principal sujet d'inquiétude. Le principal danger de

inhibition, d'Etat socialiste de droit, lui sont suspectes.

— La seconde est éclectique et libérale : les déterminations de classe ne l'intéressent plus, la classe ouvrière n'occupe pas de place déterminante, le choix réformes/rupture est secondaire, et on peut dire n'importe quoi sur le fonctionnement d'une organisation, indépendamment de ce qu'elle vise, de ses orientations, de son histoire.

On pourrait facilement, à partir de l'observation de ce qu'ont en commun ces deux catégories de points de vue (apolitisme, nullité du sens critique effectif) et à partir du fait qu'ils nous détournent des tâches révolutionnaires effectives, dire qu'ils décrivent une seule et même voie. Mais si l'on appelle lutte entre les deux voies lutte contre ce qui nous détourne de ces tâches, la notion n'a plus aucun intérêt et pour le coup n'a plus rien à voir avec le sens initial.

Surtout, elle présenterait le grave désavantage de ne rien dire du pourquoi de ces idées, points de vue et réflexes et de leurs origines qui sont diverses. Les premiers trouvent leur inspiration dans des formes de

Le contrat franco-soviétique sur le gaz : Une décision dangereuse

QUARANTE-DEUX jours après le coup d'Etat militaire en Pologne, le gouvernement français a signé, par l'intermédiaire de Gaz de France, un contrat prévoyant la fourniture par l'URSS de huit milliards de mètres cubes pendant 25 ans (soit 30 % de la consommation de gaz et 5 % de l'énergie en 1990).

Alors que la crise polonaise avait lancé un débat sur le problème d'éventuelles sanctions économiques à l'égard de l'URSS, l'annonce de cette signature ne s'est pas faite sans une certaine gêne. Le gouvernement avait d'abord tenté de minimiser ce contrat, d'en attribuer la responsabilité exclusivement à GdF, puis il a bien fallu le justifier. Passons sur la formule malheureuse de Mauroy : « *Fallait-il ajouter au drame des Polonais le drame supplémentaire des Français qui seraient privés d'approvisionnement en gaz ?* », ex-

plication en contradiction avec les assurances données par les responsables de GdF qui affirmaient que toutes les précautions étaient prises pour qu'on puisse éventuellement se passer du gaz soviétique. Le gouvernement déclarait alors simultanément que ce contrat était indispensable et qu'on pouvait s'en passer... La déclaration de Lionel Jospin pour qui « *il faut séparer la logique des Droits de l'Homme de la logique économique* » semble refléter le fond de la pensée du PS et du gouvernement.

Par contre, la CFDT a réagi très vigoureusement en condamnant la conclusion de ce contrat qu'elle juge « *inopportun dans la situation actuelle* ». C'est ainsi que Jacques Chérèque a déclaré : « *La CFDT manifeste son désaccord avec une décision dont les implications, notamment sur le plan international, exigent au moins en France une*

vaste information et une sérieuse consultation des parties concernées... Cette opération affaiblit la portée de la réaction du gouvernement français et de ses partenaires européens face à la situation en Pologne et à la stratégie de l'Union soviétique ». L'approbation de Raymond Barre, tranchant avec la démagogie facile du reste de la droite, a eu le mérite de rappeler à quel point la politique énergétique actuelle s'inscrit dans le cadre d'une logique qui était celle du pouvoir giscardien dont on connaît l'attitude conciliatrice à l'égard de l'URSS.

La dépendance

Ce contrat avec la France s'inscrit dans un ensemble de contrats destinés à toute l'Europe. En même temps que chaque

pays s'engage pour un quart de siècle à acheter certaines quantités de gaz, il fournit les équipements nécessaires à la production et au transport du gaz, ainsi que les crédits correspondants. Mais l'URSS n'a concédé les marchés qu'au prorata des quantités de gaz commandées par chaque pays. Les firmes françaises obtiendront ainsi un marché de 4,5 milliards de dollars. Les banques françaises offriront des crédits avec des taux de l'ordre de 8 % (avantageux pour l'URSS, alors que les taux mondiaux approchent de 15 %). C'est compte tenu de ces éléments qu'il faut apprécier le degré de dépendance dont ce type de contrat est à l'origine. Il faut également préciser qu'après la signature d'un accord du même type entre l'Allemagne fédérale et l'URSS, d'autres contrats sont prévus avec la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, l'Autriche, sans qu'une concertation des

pays européens ait été ébauchée pour faire face à cette offensive économique de l'URSS.

Le pillage de l'Afghanistan

Il n'est pas inutile de rappeler que l'URSS, gros producteur de gaz, entend développer son contrôle de cette source d'énergie, notamment grâce à ses importations de gaz d'Afghanistan. L'Afghanistan doit fournir environ 5 milliards de mètres cubes par an à l'URSS. Contrairement aux usages, les compteurs du gazoduc venant d'Afghanistan se trouvent en URSS. Il semble que Moscou impose à l'Afghanistan des prix de moitié inférieurs à ceux du cours mondial du gaz, prix sans signification, puisque de toute façon les Afghans sont payés en marchandises soviétiques, évaluées par les Soviétiques. On voit quels bénéfices l'URSS peut retirer de la vente à la France du gaz afghan, dans une logique typiquement coloniale. Qu'il s'agisse des rapports de l'URSS avec l'Europe, de l'Afghanistan ou de la Pologne, il est donc bien difficile de séparer l'économique du politique, comme le PS prétend le faire.

Le blocus ou l'inaction ?

S'il est vrai que le gouvernement a, à certains égards, adopté une attitude vigilante à l'égard de l'URSS dans les domaines politique et militaire, il semble incohérent quand il affirme qu'on peut totalement « cloisonner » le domaine des relations économiques. Car, précisément, la politique hégémonique de l'URSS à l'égard de l'Europe ne se comprend que si l'on considère que les aspects politique, militaire et économique de sa stratégie s'y articulent pour créer une situation de peur et de dépendance.

L'alternative n'est donc pas, comme le dit Mauroy, entre la continuation des relations économiques comme si de rien n'était, et un blocus qui serait déjà un acte de guerre. En sortant de cette logique du tout ou rien, il faut admettre qu'une politique réellement indépendante à l'égard des superpuissances ne saurait faire l'impasse sur le problème des relations économiques.

J.-P. C.

Oublier le Salvador ?

ECLIPSE pour un temps par la situation polonaise, le Salvador retrouve la première page des journaux. Et c'est la sinistre liste des massacres perpétrés par les armées de la junte. Décembre 1981 : des centaines de civils passés par les armes dans le Morazan. Janvier 1982 : 27 étudiants assassinés par deux cents soldats des forces armées, des femmes violées et séquestrées dans un faubourg de la capitale, San Antonio Abad...

Et c'est la sinistre valse des millions de dollars, cinquante-cinq pour des avions et des hélicoptères, trois cents pour les frais généraux de l'ethnocide, octroyés par Reagan pour la « défense de l'Occident » et en récompense d'« un effort important et concerté dans le domaine des droits de l'homme »... La sinistre comédie des élections du 28 mars : un parti officiel, parti de « conciliation nationale », le « parti d'orientation populiste » du général Medrano, fondateur du groupe Orden, des avocats liés à l'entreprise privée une Action Rénovatrice Nationale d'un commandant formé à Taïwan, admirateur de Pinochet... Une comédie électorale mise en scène et orchestrée par une « communauté démocratique centre-américaine » formée le 19 janvier par les gouvernements du Costa-Rica, du Honduras et du Salvador, indissolublement liés par leur volonté de lutter contre le « terrorisme » et le danger que représente le Nicaragua. Dans les coulisses, une grande ombre s'agite : les Etats-Unis d'Amérique. Une grande ombre dans de beaux draps : le Congrès se fait tirer l'oreille, les démocrates renâclent, l'opinion ne suit pas... C'est que la pilule est dure à avaler : 300 millions de dollars à des gens qui massacrent sans pitié, 300 millions à des gens qui ne sont pas capables de garder les avions qu'on leur a offerts gracieusement !...

N'a-t-on pas vu, un an après la « victoire écrasante sur les forces de subversion », ces mêmes subversifs et « autres terroristes » renaître de leurs cendres pour détruire à Ilopango des avions et des hélicoptères ? Ne les a-t-on pas vu mener avec succès une offensive à Nueva Trinidad ? A qui se fier... La carte du Salvador ne présente-t-elle pas de larges zones d'ombre ? Les zones des régions libérées... Attaques et occupations de ville, sabotages, harcèlement de commissariats dans Salvador même ne se multiplient-ils pas ? San Miguel, Usulután, Tejutepéque, autant de noms au souvenir cuisant pour les armées de la junte qui ne comptent plus les échecs : la destruction de Radio-Venceremos, ratée ; l'encercllement du FMLN à La Guacamaya, raté...

Les zones « sous contrôle » se consolident, les réfugiés y affluent ; près de 80 000 Salvadoriens y trouvent protection et grossissent les rangs des forces révolutionnaires ; on y cultive le maïs ; les haricots y fleurissent comme les collectifs de production. On

invente, on innove : le bambou irrigue les champs où poussent les tomates, les concombres, les radis. Les mots santé, éducation prennent un sens, les mots faim et peur s'estompent...

A l'extérieur du pays inlassablement, les représentants du FMLN luttent pour obtenir le soutien des pays étrangers, réitèrent leurs exigences de négociation avec la junte et les USA, que rien ne saurait empêcher, pas même et surtout pas les élections truquées du 28 mars dont c'est le but avoué... Les actions de solidarité se multiplient en Europe : les 5 et 6 décembre 1981, la quatrième rencontre européenne des comités de solidarité avec le peuple du Salvador se tenait à Paris. Côte à côte sur les mêmes bancs : les militants des comités allemands, autrichiens, belges, danois, américains, français, hollandais, portugais. Chacun ayant déjà à son actif des initiatives spectaculaires : manifestations, meetings, collectes. Le 28 novembre, 10 000 personnes à Paris dans une marche nationale soutenue par le PS, le PCF, la CFDT, la CGT, la FEN ; le 22 janvier, un rassemblement à l'église Saint-Merri, une collecte de un million pour la résistance salvadorienne lancée par le comité de solidarité français, un bulletin régulier, *Farabundo*, deux numéros sortis et qui ont besoin d'abonnés...

ABONNEMENTS A FARABUNDO

- 6 numéros : 25 F
- Abonnement de soutien : à partir de 50 F
- Abonnement + adhésion au Comité salvadorien : à partir de 100 F

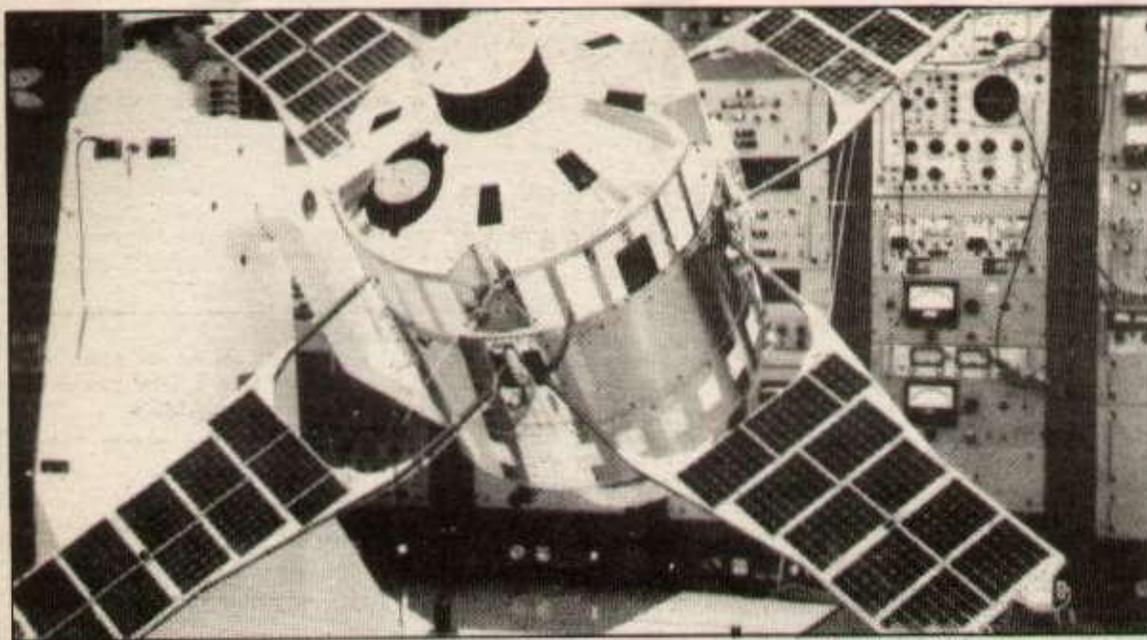


FORMULE D'ABONNEMENT

Nom :
Prénom :
Adresse :
Somme versée :
Compte de solidarité avec le peuple d'El Salvador
Avez-vous déjà payé ?
 Abonnement seul
 Soutien
 Abonnement + adhésion

Une campagne de soutien au peuple salvadorien : un million pour la résistance salvadorienne

BICS n° 4043008640
Chèques libellés : 1 million pour le Salvador
A envoyer au comité



COLLOQUE SUR LA RECHERCHE

Qu'est-ce qu'un chercheur aujourd'hui ?

Que penser des objectifs fixés
par Jean-Pierre Chevènement à la Recherche :

*« sortir l'économie de la crise »,
« renforcer sa compétitivité » ?*

Que vont changer les nationalisations
dans le système de la Recherche ?...

Ce sont quelques-unes des questions débattues
avec Dominique Lalanne, chercheur au CNRS,
représentant de la CFDT Paris-Sud au Colloque,
Jacqueline Pommier, maître-assistante
à la Faculté d'Orsay et Jacques Pommier,
chercheur à la Faculté d'Orsay
et professeur à la Faculté d'Amiens.

**Des priorités,
des silences,
des contradictions...
Pour quel projet ?**

Le point de vue de trois chercheurs

Pour le Socialisme : On a beaucoup parlé de recherche depuis quelques mois, avec la préparation du Colloque qui s'est tenu le 16 janvier. Vous êtes des chercheurs... Comment définiriez-vous un chercheur dans la France d'aujourd'hui ?

Dominique Lalanne : On a souvent encore une conception mythique du chercheur : celle du savant dans sa tour d'ivoire. Le travail de recherche aujourd'hui, c'est un travail de mise au point d'appareils nouveaux effectué par des techniciens, qu'ils soient ingénieurs, chercheurs ou enseignants. Essayer de concevoir une voiture avec un nouveau type de moteur, c'est une recherche qui vaut la mise au point d'un microscope électronique destiné à des expériences. La différence repose dans la finalité : dans le second cas, une fois l'expérience achevée, on passe à une autre; tandis que dans l'industrie, quand on fait une expérience, on essaie de la reproduire afin de la commercialiser. Mais le type de travail, l'organisation du travail sont très semblables; ici, à la fac d'Orsay, comme dans certaines industries, il y a beaucoup de petites équipes chargées d'effectuer de petites expériences, à côté de laboratoires où travaillent de grosses équipes.

Jacqueline Pommier : Les expériences qu'on peut faire maintenant sont celles que d'autres n'ont pas pu faire avant. Il faut pour cela réaliser des appareils plus performants que les autres, des appareils qui ne sont pas commercialisés. Si on pense qu'on est mieux à même d'aboutir qu'une autre équipe de recherche semblable aux USA, on fonce dans le créneau. Au fond, c'est du marketing... Il s'agit de faire plus vite que les autres...

PLS : Dans quelle mesure cette définition vaut-elle pour l'ensemble des activités de recherche ? Ne correspond-elle pas surtout à la recherche appliquée ? La distinction traditionnelle entre recherche appliquée et recherche fondamentale est-elle, pour vous, encore opératoire ? Pour Jean-Pierre Chevènement, elle semble assez dépassée...

Jacqueline : Il y a différents types de recherche appliquée. Ce que les industriels appellent recherche appliquée, c'est ce qui est commercialisable d'ici un ou deux ans. L'armée a un autre système, plus intelligent si on veut : elle donne de l'argent — à fonds perdus — pour un programme que le labo propose et qu'elle est libre d'accepter ou de refuser. Ce sont des recherches sans finalité immédiate, sans aucune contrainte : au maximum un rapport en fin de contrat.

Jacques Pommier : Recherche appliquée, recherche fondamentale : il n'y a pas de coupure franche. La question à poser est celle-ci : voit-on une finalité proche ou non ? S'il n'y en a pas,

c'est de la recherche fondamentale... Mais il n'est pas facile de couper l'avenir en tranches ! En fait, tout le monde est réticent pour mettre des frontières.

Jacqueline : La différence n'est pas nette pour une autre raison : nous sommes obligés de recourir à des technologies de pointe — par exemple les microprocesseurs — que nous devons mettre nous-mêmes au point. De quelle recherche s'agit-il dans ce cas ?

Le poids de l'industrie

PLS : Pouvez-vous préciser les relations avec l'industrie ? Qui décide ?

Jacqueline : C'est le conseil du CNRS qui décide. Le budget est réparti entre les différentes spécialités (physique, chimie, sciences humaines...). Chaque commission, pour une spécialité, distribue l'argent selon une classification qui lui est propre : certains laboratoires sont classés « excellence », d'autres « bons », d'autres encore sont dits « fléchés vers le bas »...

Dominique : En fait, il faudrait distinguer plusieurs niveaux de décision : celui du chercheur, qui, dans son labo, essaie de savoir ce qu'il fera l'année prochaine; celui du CNRS, de structures qui ont une vie plus ou moins démocratique et décident des budgets et des programmes, « flèchent » les laboratoires; au-delà, c'est le niveau politique : il décide du budget du CNRS, du nombre d'emplois à orienter, des priorités. Sous Giscard existait la politique des créneaux : le paquet sur certains créneaux, l'impose sur d'autres, pour essayer d'avoir un marché. C'était une politique de recherche appliquée; d'autres recherches existaient aussi — de type fondamental — mais à côté. D'autre part, il faut tenir compte du fait qu'un tiers de la recherche en France est directement géré par l'armée. Une orientation globale est ainsi donnée et le reste de la recherche suit.

Jacqueline : Un autre élément de complexification est dû à l'origine de ces fonds : l'argent du CNRS ne suffit pas à financer les recherches. Les chercheurs doivent aussi chercher des contrats. Concrètement, quand on sait qu'il y aura dégagement de fonds sur un sujet, on prépare un projet. C'est un moyen d'orienter la recherche.

Dominique : Au niveau général, le militaire est prédominant; la DRET (Direction de la Recherche et de la Technique) injecte de l'argent si elle veut aider tel ou tel laboratoire. A notre niveau, nous pouvons avoir l'impression de faire des recherches intéressantes, sans relation avec le militaire; en réalité, nous sommes dans un courant que nous ne maîtrisons absolument pas, même en ayant des représentants aux commissions du CNRS.

PLS : Concrètement, comment les industries présentes sur les décisions ?

Dominique : Elles ne pèsent pas directement. Dans les commissions du CNRS, les industriels ne nous dirigent pas sur telle ou telle recherche. Le processus est plus complexe : le CNRS est dirigé par des « mandarins » qui ont des liens étroits avec l'industrie. Dans l'industrie chimique, c'est criant. Le CNRS a été quasiment vendu à Rhône-Poulenc; Rhône-Poulenc a licencié son personnel de recherche et demandé aux mandarins de défendre les orientations de recherche que cette entreprise souhaitait; le CNRS a ainsi servi de bureau de recherche à Rhône-Poulenc. Comment l'industrie pharmaceutique va-t-elle réagir aujourd'hui qu'elle est en grande partie nationalisée ? Quelle collaboration va exister ? Les cartes sont redistribuées, le jeu est différent. Avant, les trusts pharmaceutiques se faisaient la guerre et faisaient passer une bonne partie de leur recherche par les labos... Qu'en sera-t-il ? Certaines entreprises nationalisées (Renault...) ont leur propre structure de recherche; les nouvelles entreprises nationalisées vont probablement avoir la leur.

PLS : A votre avis, que vont changer les nationalisations au système actuel de la recherche ? Avez-vous constaté des changements dans l'attitude même des chercheurs, par exemple vis-à-vis de la place de l'industrie dans la recherche ?

Dominique : Le problème, c'est que ces entreprises qui vont continuer à faire de la recherche parviennent à collaborer... Pour l'ensemble de la recherche pharmaceutique, ce n'est pas évident !

Jacqueline : Depuis que la gauche est au pouvoir, des patrons qui étaient auparavant réticents à prendre des contrats DRET (*contrats avec l'armée, NDLR*) acceptent avec l'idée que l'armée est de gauche. Il y a une sorte de déculpabilisation à leur niveau, mais aussi plus largement : des chercheurs qui, avant le 10 mai, n'auraient jamais cherché à obtenir un contrat DRET, ne se posent plus le problème aujourd'hui.

PLS : L'armée occupe une place importante dans l'impulsion de la recherche. N'y a-t-il pas aussi déculpabilisation de ce rôle, aujourd'hui ?

Dominique : Aussi bien les Assises régionales que le Colloque ont voulu éviter le débat sur l'armée; et pourtant, 33 % de la recherche est militaire. Pour une part, elle est distribuée aux laboratoires par le ministère de la Défense, mais il y a aussi la recherche militaire indirecte. Au colloque, cette question n'était pas à l'ordre du jour. Dans la commission sur l'« enjeu international », un représentant du ministère de la Défense, partant

de la constatation qu'une grande partie de la recherche est pilotée par l'armée, s'est étonné de la contradiction qui existe entre l'idée que le profit, la rentabilité guident la recherche et la réalité non marchande de l'armée; il développait l'idée que la recherche dans ce domaine a pour but d'asseoir les impérialismes, de changer leurs rapports de forces et n'aurait donc pas une finalité marchande. J'ai trouvé ce raisonnement intéressant et surprenant.

Dominique : Si on regarde les grandes priorités qui ont été définies, on s'aperçoit que ce sont celles qui intéressent au premier chef le militaire : le spatial — la majorité des satellites qui tournent sont militaires; l'exploration

ce qui ne va pas dans ce sens, formule des critiques, est baptisé « anti-science »... Que le gouvernement ait la volonté de sortir de la crise est indéniable. Mais l'organisation du Colloque par Jean-Pierre Chevènement manifeste des visées plus larges : à travers la question de la recherche, c'est toute une réorientation qu'il tente d'impulser dans l'économie française.

PLS : Le ministre de la Recherche projette toute une restructuration des organismes de direction de la Recherche : création de comités consultatifs pour la recherche et la technologie auprès des conseils régionaux, mise en place d'un office parlementaire pour l'évaluation scientifique

cherche au niveau des régions ou du Parlement n'est pas nécessairement le signe d'un comportement différent. On le voit bien dans les conseils du CNRS, où siègent à la fois des gens élus et des gens nommés. Les élus n'ont pas toujours un comportement moins mandarin que les autres.

PLS : Il s'agit aussi de « redéployer l'économie française », de lui donner les moyens d'être « compétitive »... Que pensez-vous de ce type d'objectifs ?

Dominique : Dans la commission « l'enjeu international », il s'est passé quelque chose de tout à fait significatif. Deux rapports

pas du tout tenu compte.

PLS : Le Colloque a été largement présenté comme un modèle de démocratie : des milliers de contributions, des assises régionales, un projet de loi à élaborer. Mais il semble que l'approbation n'est pas unanime, en particulier sur le traitement des questions les plus controversées.

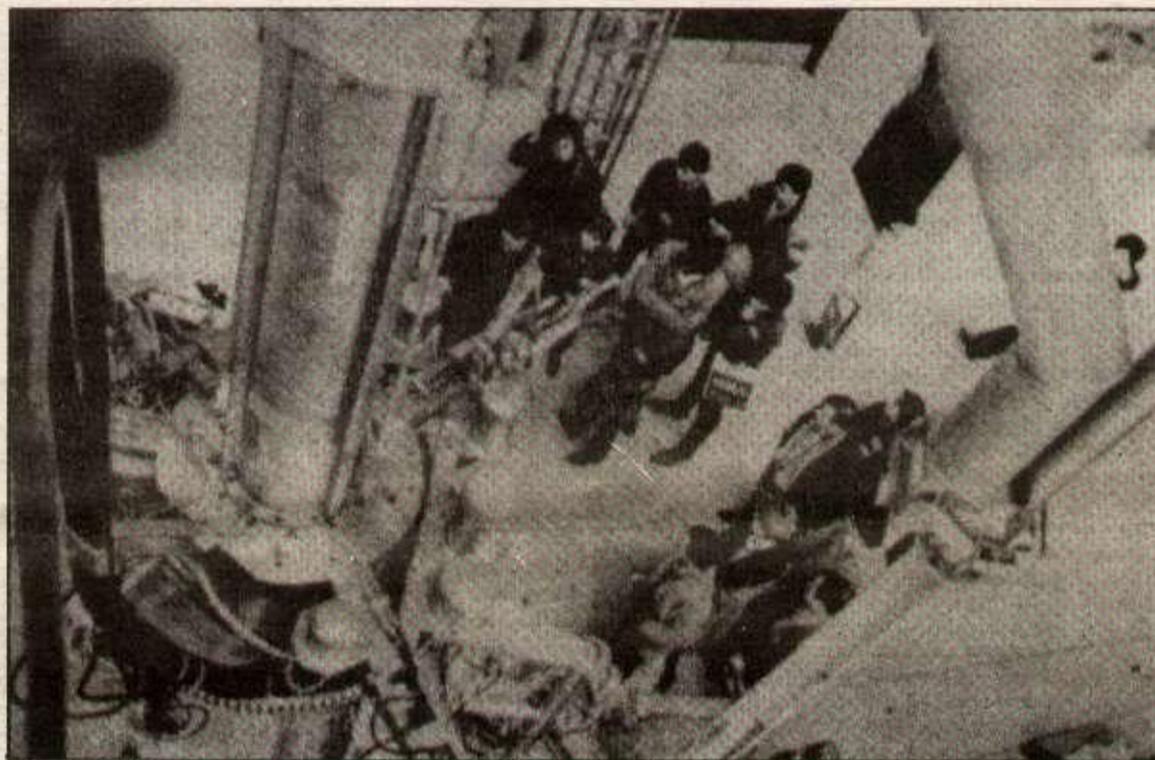
Jacques : La façon dont a été traité le problème du nucléaire est révélatrice. Avant les Assises régionales, nous avons appris que toutes les contributions reçues étaient pro-nucléaires, alors que la CFDT d'EDF, mais aussi des chercheurs non-CFDT d'EDF avaient fait des contributions sur les énergies nouvelles et d'autres points. Ces contributions ont été discutées en commission aux Assises; le rapporteur a écouté avec intérêt, tout pris en note... mais dans son rapport final, pas un mot à ce sujet : un véritable rouleau compresseur, affirmant l'existence d'un « consensus pro-nucléaire ». Le rapport du Colloque devait, d'après les promesses du rapporteur, être plus fidèle à la réalité. Mais il n'en a rien été. La logique est claire : ce qui gêne, on le gomme. On voit bien le fondement de cette attitude : c'est la caution du spécialiste, du scientifique. L'idée est que le nucléaire est l'affaire des scientifiques, de ceux qui maîtrisent le progrès et que les autres, écologistes, syndicalistes... ont un point de vue sans valeur.

Jacqueline : Pour beaucoup de choses, on a l'impression que les choix sont faits et qu'on n'a plus qu'à les entériner. On ne nous a pas demandé de définir une politique de la recherche.

Jacques : Un des problèmes posés est celui de la relation entre la recherche et le public. Comment prendre en compte la demande sociale ? Ce n'est pas facile. De bonnes initiatives ont été prises avec les « journées portes ouvertes »; il faudrait les multiplier. Elles permettent à la fois une meilleure connaissance des problèmes de la recherche, des chercheurs par le public et un contact entre la communauté scientifique et la population.

Dominique : Ces journées portes ouvertes montrent aussi que le contrôle social n'est pas simple. La tendance existe à faire valoir à ce moment-là un esprit maison, à faire visiter dans le but de montrer que la recherche est un travail sérieux, mais profondément, elle cache la peur d'être remis en cause. La multiplication d'initiatives, de contacts de ce type permettrait sûrement, au bout de quelques années, de changer l'état d'esprit de part et d'autre, de créer des conditions meilleures pour qu'un contrôle social puisse s'effectuer.

Propos recueillis par Annie COSSIN



Journée portes ouvertes en janvier au Centre d'Etudes de Saclay (Essonne) : des visiteurs devant un prototype de robot.

des océans — les sous-marins y sont directement intéressés; l'électronique...

Sortir de la crise ?

PLS : La grande perspective offerte par le ministre à ce colloque était : sortir de la crise grâce à la recherche. Qu'en pensez-vous ?

Jacqueline : Aux Assises régionales, le gouvernement m'est apparu comme demandeur. La recherche est vue comme un moyen pouvant contribuer à diminuer le chômage. Le gouvernement frappe à la porte des industriels, mais l'écho est faible, sauf chez Rhône-Poulenc. Souvent, les brevets s'achètent à l'étranger, et de nombreuses fabrications se font sous licence étrangère. Les PME se sentent peu concernées par la recherche, et de toute façon n'ont pas la base financière nécessaire.

Jacques : Développer les forces productives pour sortir de la crise : telle est la théorie du PC et il l'a largement développée. Tout

et technologique. Pourquoi ces changements ?

Dominique : Je crois que ces propositions sont partie prenante du projet de décentralisation. Mais cela signifie-t-il véritablement une répartition du pouvoir ? N'y a-t-il pas là aussi des sortes de courroies de transmission ? Il est prématuré de dire s'il y aura une certaine autonomie de la recherche au niveau régional.

Jacques : Avec les Assises régionales et le Colloque, beaucoup d'idées ont été lancées. Mais on peut aboutir finalement à tout — à ces idées comme à leur contraire; on en a déjà fait l'expérience dans certains rapports. Que ces idées puissent continuer à vivre, ne passent pas à la trappe, dépendra assez largement de ce que nous ferons de notre côté, parmi les chercheurs, mais « à l'extérieur », vis-à-vis du public.

Dominique : La logique à terme, c'est d'aller vers un pilotage par l'Etat : armée, entreprises nationalisées servant d'intermédiaires... Mais avec une caution démocratique. Le fait qu'il y ait des élus pour contrôler la re-

introdutifs ont été présentés : un sur les relations avec les pays développés, l'autre sur les relations avec le Tiers Monde; ces deux rapports étaient contradictoires. Dans le premier, il s'agissait de se battre contre les concurrents les plus dangereux (RFA, Japon, USA...), de développer les techniques sur lesquelles on est faible, pour leur damer le pion : bref, la guerre sur les technologies de pointe; le rapport sur le Tiers Monde indiquait au contraire qu'il faut favoriser un développement auto-centré, réorienter l'ensemble des recherches pour que chaque pays ait la possibilité de se développer, et que les rapports soient plus égalitaires. Mais comment peut-on à la fois développer les technologies de pointe — qui reposent sur une exploitation des matières premières du Tiers Monde, indispensable pour casser les prix — et dire qu'on veut aider à l'établissement de rapports harmonieux et permettre aux pays du Tiers Monde d'accéder à un développement auto-centré ? Il faut choisir ! Toute la discussion de la commission a consisté à montrer qu'il n'était pas possible de maintenir ces deux rapports contradictoires... Mais le rapport général n'en a

Le bonheur d'un ex- soixante-huitard

LE 10 mai 1981 serait-il la réalisation des espoirs et des fantasmes de mai 68 ? C'est en tout cas l'éblouissement qu'a eu François Coupry, qui décrit les moindres détails de ses émotions des 10 et 21 mai, dans son ouvrage « *Le bonheur est une idée neuve en France* ». 21 ans en mai 68, Coupry, « né d'une moyenne bourgeoisie libérale (père prof de fac, mère fille d'administrateur de société), fils unique et aimé, élevé dans un confort tout neuf », comme il se définit lui-même, avait été conquis par le mouvement. Et puis, en 1976, (la fin des illusions, air connu) puisque la fulgurance de la révolution n'arrivait pas, il fallut composer, c'est-à-dire adhérer au PCF, au lendemain de son 22^e congrès. Parti qu'il quitta après la rupture de l'union de la gauche en 1977; il se sent aujourd'hui en harmonie avec le parti socialiste.

Et pourtant, il n'en pense pas que du bien, du parti au pouvoir : « *Le parti socialiste, vous connaissez, un ramassis de petits cadres, de croche-pattes, de clans qui ne se supportent pas, un ramassis de chuchotements, de délations, d'apartés, de combines* ». Mais il faut bien, n'est-ce pas, préférer « *les réformes aux révolutions, les amendements réalistes aux grands délirés de changer de vie* ». C'est plus qu'une adhésion raisonnée et résignée, c'est l'enthousiasme qui le saisit le 10 mai, devant le service d'ordre : « *Ce sont nos flics* », et pour la première fois il se découvre quelque chose de commun avec les anciens combattants, drapeau sur le ventre, du défilé du 14 juillet. Pourquoi ? Comment ? La jaquette du livre prétend : « *C'est un livre théorique* ». La jaquette exagère. Mais c'est tout de même une tranche de vie, sans doute semblable à beaucoup d'itinéraires d'anciens de mai 68.

A ce titre, il est révélateur d'une certaine perception de mai 68, conçu presque exclusivement

comme rupture culturelle (ce que le mouvement était aussi, bien sûr), « *une déconstruction systématique de soi, de la culture, de la famille, des rapports sociaux* ». Et pour préciser : « *Nous voulions nous décerveler, couper nos corps avec des lames de rasoir, nous déconstruire radicalement — dans le but, bien sûr, de former, plus tard, une société radicalement différente. Si nous pensions que les réformes et les révolutions avaient échoué, seule une mutation culturelle et biologique pouvait réussir. Nous avons toujours été de grands mystiques, et dans les années 1977-1978, ça ne s'arrangera pas !* ». Pas trop d'analyse en termes politiques des raisons qui ont conduit à l'évolution ultérieure, sinon une évocation rapide de l'effet Soljenitsyne, de l'évolution de la Chine depuis la mort de Mao, tout cela lancé comme une série d'évidences largement partagées. Un « *livre théorique* » ?

Non, parce que l'auteur en a assez, des « *analyses concrètes des situations concrètes à partir desquelles on ne pouvait rien faire parce qu'il aurait fallu dix mille ordinateurs pour envisager le bon moment propice de se gratter le nez !* ». Trop compliqué, tout cela. Mieux vaut le mysticisme, les Droits de l'Homme version nouveaux philosophes. Quelle magnifique génération, s'exclame Coupry, que la mienne, qui passa en dix ans « *du Maoïsme, du Trotskysme, de l'athéisme, de la lutte des classes, au mysticisme, à la lutte pour les droits de l'homme, au religieux, quelquefois au giscardisme, quelquefois jusqu'au royalisme* » ! Dans cette grandiose évolution, « *quel merveilleux exemple d'absence d'idées préconçues, d'ouverture à tout ce qui traîne !* » Tout ce qui traîne. Merveille d'esprit critique.

François Coupry, *Le bonheur est une idée neuve en France*, éd. Mégreilis, 232 p., env. 72 F.

SUITE DE LA PAGE 12

PLS : L'idée d'un socialisme autogestionnaire n'est-elle pas compromise aujourd'hui ?

S. B. : La notion de socialisme était de toute façon compromise chez nous. Solidarité avait un programme de gauche, mais non la terminologie. Ce programme va rester tel quel. Ce qui changera, c'est la tendance de la société au compromis. Avant, le pouvoir n'était pas aimé, aujourd'hui, il est haï. Qui que ce soit aura bien du mal à faire accepter aux Polonais un pouvoir communiste. Et si personne n'y arrive, l'intervention soviétique est inévitable. Les seuls qui sont capables de sauver le pays de cette catastrophe, ce sont les dirigeants de Solidarité.

PLS : Solidarité est-elle favorable aux mesures de rétorsion économique contre la Pologne et l'URSS ?

A mon avis, c'est la seule forme de soutien efficace. Elles ne sont pas effectives du fait du manque de résolution de l'Occident, du peu de collaboration des occidentaux entre eux. Mais si, personnellement, j'accepte ces sanctions, ce n'est pas la position du comité. Pour le moment, il n'a pas été possible de prendre une position officielle. Comme on le sait, les sanctions concernent avant tout le gouvernement, mais le problème se pose de leurs conséquen-

ces au niveau de la société. Mais personnellement, je pense que les Polonais ont pris parti pour de telles mesures en faisant le sabotage de la production. Le sabotage, c'est aussi un appel lancé par le mouvement de résistance.

PLS : Que faire pour le peuple polonais ?

S. B. : Avant tout, tout faire pour que le silence ne s'abatte pas sur la Pologne. Et aussi faire pression sur les prises de position des gouvernements occidentaux. La position du gouvernement français, par exemple, n'a pas évolué dans le bon sens. Des déclarations du début, on en est arrivé à signer avec l'URSS un accord sur le gaz, et aujourd'hui on reçoit Czierek, le ministre des affaires étrangères de la junte. Le gaz soviétique ne servira en rien la santé des Français.

Mais c'est une question plus générale. Les Russes ont engagé un processus à long terme qui conduira à la finlandisation de l'Europe entière. Il semble que les sociétés occidentales ne se rendent pas compte de la menace. S'il n'y avait pas l'Amérique latine, les prises de position de Reagan seraient bonnes. Aujourd'hui, ce sont les Soviétiques les plus dangereux et non pas les Américains. C'est une perspective polonaise et il est difficile de la faire partager.



Depuis un an un comité de Solidarité avec Solidarność s'est constitué à Nantes. Il s'est efforcé par la venue de syndicalistes polonais et la multiplication des débats de faire connaître la lutte de la classe ouvrière polonaise et de son syndicat.

L'émergence d'un tel comité nous a semblé nécessaire par l'interrogation que nous posait Solidarité face au socialisme et pour un soutien direct au syndicat dans l'environnement hostile où il se trouvait. Le rôle du comité a été accru depuis le putsch du 13 décembre. Il s'est élargi : une cinquantaine de personnes y participent régulièrement. Dès le 13, le comité intervenait en plusieurs endroits de la ville faisant connaître les premiers pas de la résistance au pouvoir.

Les 10 heures pour la Pologne le samedi 23 janvier au Champ de Mars entrainé dans ses attributions. Le comité qui organisait la manifestation était soutenu par de nombreuses organisations politiques et syndicales dont l'UD-CFDT. Un mois après le début de l'état de guerre, notre meeting a réuni 3000 personnes. Les forums et le meeting central étaient animés par Kovabroki et Seweryn, membres de la coordination nationale de Solidarité. Un chèque de 20 000 F leur était remis et les recettes de la journée leur furent données intégralement.

On notait la présence de marins polonais exilés politiques qui se sont constitués en comité de soutien à Solidarność. Le comité vise à élargir notablement son aspect propagandiste après les 10 h. Le soutien politique devra être de longue durée en lien étroit avec les organisations ayant soutenu l'initiative. Nous favorisons l'éclosion de comités de soutien dans la proche région. Une coordination se met d'ailleurs en place débordant largement le niveau départemental.

Nous envisageons l'envoi d'un camion de vivres et de médicaments dans les plus brefs délais. Un camion est parti le 29 janvier, affrété par l'école d'architecture de Nantes, jumelée avec l'école polytechnique de Wrocław. Des expositions et brochures circulent dans les entreprises et écoles de la région. La pétition lancée dès le 13 a réuni des milliers de signatures envoyées à l'ambassade de Pologne. Nous parrainons plusieurs prisonniers de la région de Lodz. Notre soutien doit continuer. Nous devons nous donner les moyens de l'élargir, de mieux faire connaître les acquis de Solidarité, d'être plus efficaces dans l'aide aux prisonniers, autant de buts que nous nous fixons.

Un membre du comité de Nantes.

Seweryn Blumsztajn est un des trois membres de *Solidarnosc* qui, dès le 16 décembre 1981 mirent en place le *Comité de coordination Solidarnosc en France*. Après le mouvement d'opposition étudiant de 1968, il a passé un an en prison. Membre fondateur du KOR en 1976, il a été le rédacteur en chef de son bulletin d'information. En janvier 1980, il devient l'un des rédacteurs de l'AS, Bulletin de l'Agence d'information de Solidarité. Il est arrivé à Paris au mois de novembre. Nous l'avons rencontré dans les locaux que la CFDT a mis à la disposition de Solidarité. Il y règne une activité fébrile.



Pour le Socialisme : Quelle signification donnes-tu aux événements récents en Pologne, notamment la manifestation de Gdansk le week-end dernier ?

Seweryn Blumsztajn : Il apparaît aujourd'hui en Pologne des pré-

visions successives d'un échec de la normalisation de la société. Il est pour le moment difficile d'avoir des détails sur l'organisation de mouvements comme ceux de Gdansk la semaine dernière. Ils rappellent en tout cas que le peuple est contre la normalisation, que le coup de force est

une erreur politique.

PLS : De quels éléments disposes-tu sur l'état de l'organisation de Solidarité dans la clandestinité ?

S. B. : Nous avons peu d'informations. Cependant nous savons que se sont mises en place des commissions régionales de Solidarité. L'une d'entre elles a même appelé à la grève régionale. C'est semble-t-il à Wrocław que Solidarité est la plus forte, la mieux organisée. On assiste aujourd'hui à une renaissance de la presse clandestine. Nous avons vu un bulletin de Gdansk. A Wrocław est publié un bulletin clandestin quotidien. Nous avons également en notre possession un bulletin de Białystok. Voilà des preuves d'une réorganisation de Solidarité.

Le problème le plus important consiste à renouveler les structures du syndicat au niveau des entreprises. Les dirigeants des commissions ont été arrêtés tout de suite. Les nouveaux diri-

résistance conserve un caractère populaire et démocratique. Plus vite Solidarité se réorganisera en tant que mouvement de masse, plus la tentation terroriste sera faible.

PLS : Peut-on tirer un premier bilan de l'activité de Solidarité avant le 13 décembre ? Une telle issue n'était-elle pas inévitable ?

S. B. : Cela n'aurait pas de sens de penser que le coup d'Etat était inévitable. Solidarité a été un mouvement très réaliste, et ce mouvement était calculé de telle manière qu'il avait des chances de se maintenir en vie et d'éviter une intervention soviétique. Pendant les derniers mois, tout le monde avait le pressentiment que la confrontation avec le gouvernement approchait. Mais personne n'imaginait que cela prendrait la forme qu'elle a prise.

Quant au bilan, c'est certainement beaucoup trop tôt pour

rité ne pouvait pas se préparer à un tel type de confrontation. Pour cela, il aurait fallu donner un caractère clandestin à une partie de l'organisation et nuire ainsi à la nature démocratique de Solidarité. On ne pouvait pas consacrer de l'argent en prévision d'une telle situation car les commissions de contrôle du syndicat auraient demandé des comptes, pris des mesures contre l'organisme qui aurait mis de l'argent de côté.

La situation était vraiment très difficile. Notre imagination nous a joué un tour. Il n'y a pas d'exemple d'une telle situation dans l'histoire. On ne peut la comparer qu'à l'occupation hitlérienne.

PLS : La menace d'intervention soviétique n'est-elle pas plus réelle aujourd'hui ?

Cette menace est plus réelle qu'elle ne l'était avant le 13 décembre. Maintenant, il est quasiment impossible d'obtenir

«La renaissance de Solidarité est assez avancée aujourd'hui»

Une interview de Seweryn Blumsztajn



geants qui ont pris le relais ont aussitôt organisé des grèves et ont donc été souvent arrêtés à leur tour. L'organisation était donc complètement à reconstruire. Il semble que la renaissance de Solidarité est assez avancée aujourd'hui.

PLS : N'apparaît-il pas des formes de réaction violentes et désespérées dans la jeunesse ?

S. B. : Cette atmosphère d'état de guerre a fait naître des dangers terroristes. Mais pour le moment, ce n'est qu'une menace. Pour Solidarité, il est nécessaire que le mouvement de

le faire. On peut dire que la première phase de l'occupation militaire est terminée. On sait également que Jaruzelski et son équipe ne savent pas quoi faire pour la suite. Ils n'ont aucune conception politique ou économique cohérente.

PLS : Comment expliquer que la surprise ait pu jouer à ce point ?

S. B. : Solidarité sous-estimait le danger. Je pense que c'était le résultat d'une part, du sentiment de force qu'apportait le soutien de toute la société, et d'autre part de la conscience que Solida-

un compromis.

Mais en Europe, bien peu de gens comprennent l'accroissement de cette menace. A preuve le comportement de l'Occident à l'égard de Jaruzelski, du putsch et des Russes. A mon avis, le 13 décembre, c'est aussi un test pour les Russes : comment se comportera l'Occident au moment de l'intervention soviétique.

Avec Jaruzelski, je pense que les ouvriers polonais pourront se débrouiller tout seuls, mais avec les Russes, ce n'est pas pareil. Aussi les réactions occidentales sont-elles importantes.

SUITE PAGE 11